Au nom de quoi ?

Mais au nom de quoi un jeune est-il contraint d'abandonner ses idées, ses proches, son travail, pour un an, pour cet arbitraire ?

Au nom d'une armée qui engloutit le plus gros budget de l'Etat ; les dépenses militaires engraissent les plus grands trusts capitalistes, encouragent un commerce d'armes gigantesque (la France est le troisième exportateur d'armes, avec une exportation de 400 F d'armes par habitant !)

Au nom d'une armée qui est toujours, dans le monde, du côté des profiteurs ; après les sales guerres d'Indochine et d'Algérie, l'essentiel des « unités d'élite » et des matériels perfectionnés servent une politique impérialiste ; il y a eu les Transall au Zaire, il y a les Jaguar au Sahara, avec des compagnies parachtistes, des conseillers militaires en Mauritanie, au Sénégal, là où se préparent les coups bas contre le peuple sahraoui !

Au nom d'une armée qui prend un rôle croissant dans la défense de « l'ordre » des patrons en France ; récemment, de nouvelles dispositions ont parachevé l'effort de « redéploiement » des troupes sur le territoire national ; l'armée renforce ainsi ses positions dans le « maintien de l'ordre », au point que les syndicats de CRS eux-mêmes s'en inquiètent ! D'ailleurs, le gouvernement ne s'en cache pas : *« L'armée interviendra partout où la France a des intérêts directs ou indirects. »* (Pompidou, 22.10.1971.) *«Nos capacités militaires* (sont) *directement liées à l'action extérieure du pays, comme soutenant notre politique étrangère, confortant notre diplomatie. »* (Bourges, 17.12.1977.) *«La DOT est organisée pour éviter tout retour aux événements de Mai 68. »* (Fanton, 19.1.1970.) *« Le maintien de l'ordre, entendu comme une lutte contre tout élément national ou international contestant les structures établies »* (dénoncé par le commandant Duraud, 3.1.78)...

Rien ne peut justifier les brimades, la misère des appelés, l'embrigadement et le bourrage de crâne. Rien, si ce n'est la volonté de faire participer les jeunes, de gré ou de force, aux missions d'une armée qui est, qui reste, au service des patrons !

Travailleur sous l'uniforme

Depuis 1974, depuis l'Appel des cent signé par plus de 6 000 soldats, depuis les premières manifestations de jeunes en uniforme, la lutte revendicative dans les casernes a gagné en intensité et en force. Les comités de soldats, par dizaines, ont fait la démonstration qu'une résistance collective, organisée, était possible et payante. En cela, dans leurs luttes quotidiennes pour les droits des soldats, ils défendent les intérêts de l'ensemble des travailleurs !

Quand, comme dans cette caserne d'Allemagne, les chambrées élisent des représentants pour aller annoncer au colonel que les corvées ne seront plus assurées après 18 h ; quand, comme dans cette base de Franche-Comté, les militants du comité défendent ouvertement leur plate-forme revendicative, en tant que représentants des soldats ; quand, après des rencontres régionales, nationale, les comités de soldats décident de lancer une grande campagne pour les transports gratuits et les permissions régulières, qui reçoit aussitôt le soutien de nombreuses organisations syndicales et politiques... Alors le mouvement des soldats montre bien son visage : celui du combat syndical des travailleurs sous l'uniforme !

C'est cela, un comité : le regroupement de militants politiques et syndicaux, mais aussi de nombreux jeunes ouvriers, paysans, chômeurs, lycéens, collégiens, qui font à l'armée la première expérience d'une lutte collective, une force qui bénéficie du soutien de tous les soldats, et du soutien de plusieurs cadres militaires écœurés par les pratiques policières du pouvoir !

Alors, il faut faire connaître, il faut soutenir les revendications que portent les comités de soldats : réduction massive du temps de service ; solde à 800 F ; avec alignement progressif sur le SMIC ; garantie de réemploi à la sortie du service ; incorporation proche du domicile ; conditions de vie et de travail satisfaisantes ;, abolition de la justice militaire ; droit à la coupe de cheveux de son choix ; ouverture permanente des casernes aux délégations syndicales, à des commissions d'enquête civiles...

Il faut soutenir la grande campagne pour les transports gratuits, le droit au repos hebdomadaire, pour laquelle une pétition nationale des soldats a été lancée !

Il faut soutenir les soldats dans leur lutte pour le droit d'organisation, indépendamment de la hiérarchie militaire, sous la forme qu'ils choisiront eux-mêmes !

Il faut que, pour le 1er mai 1978, ils puissent être dans la manifestation ouvrière, comme chaque année, mais librement, à visage découvert !

Il faut lutter pour le droit à l'objection de conscience, contre l'extension des camps militaires.

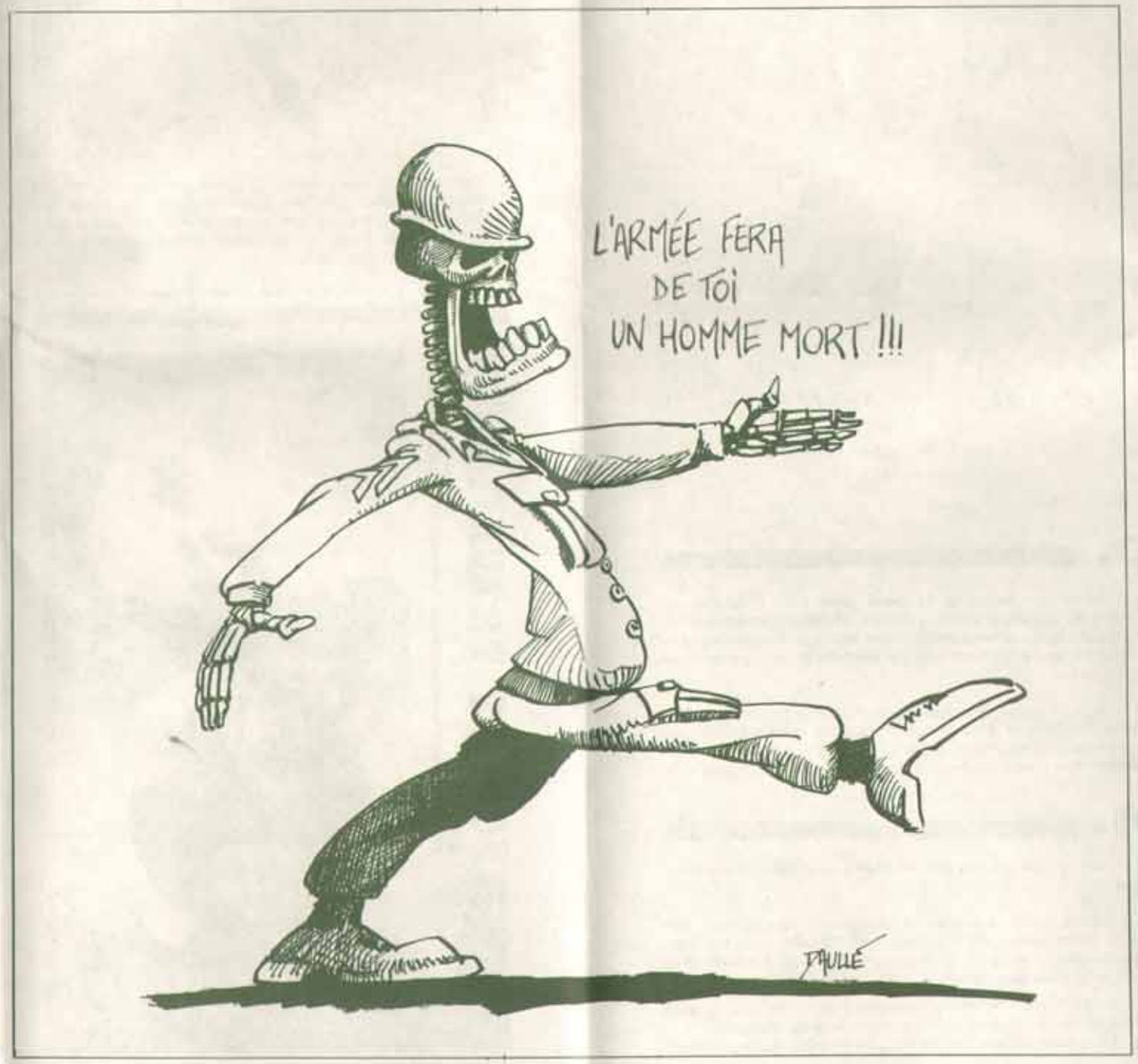
Il faut la solidarité permanente, unitaire, avec les soldats en lutte !

« La conception qui tend à considérer le garçon du contingent comme un travailleur qui a des droits est une notion fausse, et que nous combattons ». C'est le chiraquien Cressard qui s'exprime ainsi.

On le voit, la bourgeoisie n'a pas désarmé : après le coup de force manqué de décembre 1975 elle est toujours prête à attaquer ! Or, depuis l'affaire Chirac, le PC et le PS sont allés de dérobades en dérobades : consigne donnée par les directions nationales aux militants de ne pas participer aux comités, abandon progressif de la revendication de la réduction du temps de service par le PCF.

Cette politique est loin de faire l'unanimité des militants et sympathisants des deux partis : nombre d'entre eux sont présents dans les comités de soldats, beaucoup estiment que les grandes revendications du contingent (que reprennent en grande partie les confédérations syndicales d'ailleurs) sont tout à fait justes.

PC et PS, malgré les désaccords qu'ils expriment violemment en ce momant, ont fait depuis longtemps un même choix : à l'organisation des travailleur sous l'uniforme, ils préfèrent la *« démocratisation »* de l'armée bourgeoise. C'est-à-dire que, pour rassurer la hiérarchie militaire, ils en arrivent à reprendre les théories nucléaires nucléaires traditionnelles, et à proposer les maigres réformes de structures qui ne peuvent en aucun cas répondre aux besoins des soldats, appelés et engagés. La preuve ?



La bombe contre les comités !

Leur ralliement à la bombe est avant tout le résultat d'un tournant au sommet, dont les militants ont été écartés (que ce soit avec le *« rapport Kanapa »* de mai 1977, ou avec la convention du PS de janvier 1978).

Ce tournant à la sauvette n'a été justifié que par un seul argument : celui du réalisme militaire. Un « réalisme » plein de contradictions :

— Les socialistes disent qu'ils veulent simplement maintenir en état » la bombe : est-à-dire que, au gouvernement, ils ne réaliseront pas les plans de développement de l'arme ?

— le PCF lui, prétend vouloir maintenir et faire progresser l'arme, *« sans ingérence étrangère »* ; comment est-ce possible ? Pourquoi le PCF ne dit-il pas que, dans cette « progression », il y a la « bombe à neutrons » que les Etats-Unis veulent introduire en Europe ?

— le PC accuse le PS de ne voir dans la bombe qu'un « gadget » pour se concilier la hiérarchie militaire ; mais le PS réplique que la doctrine du PC est bonne pour les gaullistes nostalgiques !

Curieux « réalisme », donc et qui ne veur pas voir la réalité :

— l'arsenal nucléaire français français n'est en aucune manière crédible militairement, face aux gigantesques arsenaux des super-puissances ;

— il reste profondément intégré dans le système de défense impérialiste contrôlé par les Etats-Unis.

Il faut suivre les progrès technologiques, sans cesse, au prix de milliards... et de la sécurité des travailleurs !

Alors, garantie d'indépendance, la bombe ? Mais Mitterrand rencontre Carter, le président américain, pour s'entretenir de l'équilibre militaire dans le monde ! Mais Robert Ballanger, du PCF, déclare le 4 janvier dernier : « notre pays cherchera à conserver ses alliances défensives existantes ! » Mais aucun des deux partis ne parlent de quitter l'Alliance Atlantique, pacte impérialiste mis en place après la Deuxième Guerre mondiale !

On comprend alors combien il est gênant, avec une telle politique, de soutenir les soldats en lutte...

Et l'encadrement militaire ?

Depuis des années, la bourgeoisie française perfectionne son arsenal de répression anti-ouvrière ; elle tente de moderniser l'institution, afin de couper court à la combattivité du contingent et de secteurs grandissants de l'encadrement.

Cette politique inquiète beaucoup de militaires professionnels. Elle se confronte à des contradictions importantes, comme la dévalorisation du statut social des personnels d'active. Face à cela le mouvement ouvrier doit proposer aux militaires de carrière des axes de lutte aux côtés de la classe ouvrière.

Bien au contraire, le PCF et te PS n'ont fait jusqu'à présent que persuader les cadres qu'ils auront leur place dans une armée « réformée », sans remettre aucunement en cause les principes de la hiérarchie militaire.

Là encore, il s'agirait de *« réalisme »* : *« tenir compte de la spécificité militaire »*, *« rendre plus opérationnel l'outil de défense »*...

Et les partis réformistes de brandir la menace : *« rappelez-vous l'OAS ! »*. Taisons nous, et la droite réactionnaire se tiendra peut-être tranquille : voilà leur mot d'ordre !

Mais il faut rappeler que les agitateurs fascistes n'auraient certainement guère trouvé d'écho si le mouvement ouvrier dans son ensemble avait lancé une grande bataille contre la